

Burundi : Pas de nouveaux dirigeants religieux d'ici les scrutins de 2020

@rib News, 15/11/2019 Source Xinhua Burundi : suspension des assemblées générales de nouveaux organes dirigeants des confessions religieuses jusqu'aux premiers scrutins de mai 2020 Les assemblées générales de nouveaux organes dirigeants des confessions religieuses sont suspendues au Burundi d'ici aux premiers scrutins du 20 mai 2020 pour préserver la paix et la sécurité pendant la période électorale dans le pays, a déclaré vendredi à Bujumbura le ministre burundais de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local, Pascal Barandagiye.

M. Barandagiye a annoncé cette décision au cours d'un point de presse en marge d'une rencontre qu'il venait d'organiser à l'intention des représentants locaux des confessions religieuses consacré à "la contribution des confessions religieuses à la paix et la sécurité pendant la période électorale". 18 gouverneurs provinciaux, dont le maire de Bujumbura, ont également participé à la rencontre. Cette décision du gouvernement burundais intervient six mois avant la tenue des trois premiers scrutins de 2020, à savoir les élections présidentielles, les législatives et municipales prévues le 20 mai 2020. Il est extrêmement important aujourd'hui que les confessions religieuses puissent jouer leur rôle de contribuer à la paix, a affirmé le ministre. "Quand ces dernières fonctionnent normalement en délivrant des messages de paix, le pays est stable. En revanche, lorsque les églises crient en adoptant un langage qui s'écarte de la paix et de la sécurité, tout le pays est troublé", a-t-il souligné. Selon le ministre, il a surtout été convenu que les conflits de leaders entre différentes églises cessent immédiatement. "Cela veut dire que d'ici jusqu'aux premières élections de mai 2020, on n'accepte aucune assemblée générale de nouveaux organes dirigeants", a-t-il fait remarquer. M. Barandagiye a insisté que le gouvernement burundais veut que tous les segments de la société burundaise, dont les partis politiques, les organisations de la société civile (OSC) et les confessions religieuses, se concentrent sur la préparation des prochaines élections en vue de "favoriser un environnement apaisé ad hoc".